



Budget Lecornu : une attaque féroce. Pour nous défendre, ne comptons que sur nous-mêmes

Le 17 octobre, l'agence Standard & Poor's a abaissé la note de la France en raison d'une « incertitude élevée » sur ses finances publiques. Les milieux financiers rappellent à Macron et Lecornu que leur mission est de s'attaquer toujours plus fort aux travailleurs et travailleuses.

Coupes et mauvais coups

Consigne entendue ! Dans l'éducation, le gouvernement s'apprête à supprimer 4 000 postes d'enseignants et à ralentir le recrutement des accompagnants d'élèves en situation de handicap.

L'augmentation du budget des hôpitaux est limitée à 1,6 %, alors que les seuls besoins démographiques nécessiteraient au moins 5 %.

Les salaires de la fonction publique n'augmenteront pas de sitôt, à l'instar des allocations familiales, des bourses étudiantes ou des pensions de retraite, qui seront sous-indexées par rapport à l'inflation de 0,4 %, à partir de 2027. Les apprentis verront même leur salaire net baisser !

Les étudiants étrangers hors Union européenne non boursiers perdront leurs aides pour le logement (APL) et les étrangers devront payer davantage de frais pour les demandes de titres de séjour.

Même les tickets resto et les chèques vacances vont être taxés à 8 % !

Le projet de financement de la Sécurité sociale prévoit plus de 7 milliards d'euros d'économies sur

la santé, avec le doublement des franchises médicales et du reste à charge sur les médicaments, les transports sanitaires, les consultations médicales, et maintenant les dispositifs médicaux, comme les prothèses. Les personnes atteintes d'une affection de longue durée (AVC invalidant, sclérose en plaque...) perdront l'exonération d'impôts sur leurs indemnités journalières. Toutes ces attaques vont s'ajouter à nos difficultés quotidiennes pourtant déjà nombreuses.



Grossière tentative d'arnaque sur les retraites

Pourtant, certains osent prétendre que ce budget est une avancée, car il contiendrait la suspension de la réforme des retraites de 2023. En fait, il s'agit d'un simple ralentissement du passage de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans, car le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite pleine continue d'augmenter, l'augmentation est juste ralentie. En plus, pour que cette prétendue concession soit adoptée, il faudrait voter tout le budget de Lecornu !

Cela a suffi aux députés socialistes pour renoncer à la censure. Leurs partenaires du Nouveau Front

populaire crient à la trahison... mais on ne peut être trahi que par ceux à qui on fait confiance ! La trahison, c'était plutôt de remettre en selle le Parti socialiste lors des élections législatives de 2022 et 2024.

Ce n'est cependant pas un hasard si la manœuvre de Lecornu pour faire passer ses attaques, concerne les retraites : c'est là qu'il y a eu les plus importantes luttes nationales ces dernières années, preuve que nos luttes laissent toujours des traces.

Préparons-nous à riposter

À nous de faire échec à cette piètre tentative de détournement, en nous mettant en grève, tous et toutes ensemble, pour imposer que pas un seul salaire ni une seule allocation ne soit inférieurs à 2000 euros, pour des embauches massives dans les services publics, pour l'interdiction des licenciements...

Si les directions syndicales ne semblent pas pressées de préparer la contre-attaque, la CFDT se réjouissant même de l'entourloupe de Lecornu, certains n'attendent pas pour défendre leurs conditions de travail, leurs salaires ou leurs droits, comme les postiers du 17^e arrondissement de Paris, les cheminots de la gare Saint-Lazare, les ouvriers de la logistique et du transport de Geodis, les salariés d'Auchan, les étudiants sans-facs de l'université de Nanterre...

Les gouvernements changent, les politiciens passent, mais les politiques restent et resteront tant que les patrons, les actionnaires, les banquiers, qui ne dépendent pas des élections, garderont leur pouvoir. Alors regroupons-nous pour le renverser. C'est nous qui travaillons, c'est à nous de décider !



Déménagement de la DE : la mobilisation fait bouger les lignes !

Le 16 octobre, nous étions 20 % de grévistes, et 70 au rassemblement devant le Campus Rimbaud où la direction devait présenter le projet de déménagement et de réorganisation au CSE. Nous avons obtenu une suspension de séance et imposé au directeur de venir s'expliquer.

La journée fut une réussite, la mobilisation continue !

Cantine pour tous

Depuis plusieurs semaines, ceux d'entre nous qui sont prestataires se voient refuser l'accès à la cantine du personnel. En cause, la direction de l'établissement qui a décidé de ne plus verser de subvention pour une partie de ses équipes. Embauchés ou prestataires, nous rapportons tous autant à la boîte par notre travail, nous méritons les mêmes conditions de travail.

Farandou : le fossoyeur du rail promu à la casse sociale nationale

Jean-Pierre Farandou, ancien PDG de la SNCF, vient d'être parachuté ministre du Travail. Une belle récompense pour services rendus au capital, lui qui arrivait à la limite d'âge dans l'entreprise publique. Au bilan de ce serviteur zélé du démantèlement social : destruction de milliers d'emplois, liquidation du fret ferroviaire, ouverture à la concurrence, et abandon du statut des cheminots. Un véritable champion de la privatisation et de la

précarisation, au mépris des travailleurs et de l'intérêt général. Aujourd'hui, tout laisse penser qu'il poursuivra la même logique, avec une nouvelle réforme des retraites en lignes de mire, mais nous ne serons pas dupes. Face à ceux qui servent les puissants et piétinent nos droits, préparons les luttes à venir !



Numéro 43

Révolutionnaires un journal par et pour les travailleurs !

Contre Castex, à nous d'être offensif

Pendant son audition devant le Sénat la semaine dernière, Jean Castex, nommé à la tête de la SNCF, promettait d'être « un PDG offensif ». Celui qui a piloté l'ouverture à la concurrence des bus à la RATP joue les gros bras devant un parterre de politiciens, mais entre les promesses et leur

application, il risque de trouver notre mobilisation.

Le génocide continue, notre lutte aussi

Depuis la signature du cessez-le-feu, l'État d'Israël a violé l'accord à plus de 80 reprises, larguant plus de 150 tonnes de bombes sur la bande de Gaza, tuant 97 Palestiniens et faisant plus de 230 blessés. Alors que Macron exprimait la semaine dernière sa « joie de voir le cessez-le-feu respecté », l'entreprise française Sermat a envoyé lundi à Israël un lot de composants destinés à des drones fabriqués par Elbit Systems, l'un des principaux fournisseurs de l'armée israélienne.

Continuons à dénoncer le génocide, à exiger que la France rompe ses relations avec l'État sioniste d'Israël et à promouvoir toute la solidarité avec le peuple palestinien !

États-Unis : importante mobilisation contre Donald Trump

Environ sept millions de personnes ont participé samedi 18 octobre à de nombreuses manifestations contre la politique de Donald Trump, la chasse aux migrants, les licenciements massifs dans l'administration, les atteintes aux droits humains, les tentatives de museler la presse... Sous le slogan « No Kings » 2 700 rassemblements ont eu lieu dans tout le pays. Cette journée fait suite à une première mobilisation en juin 2025, qui avait rassemblé plus de cinq millions de personnes lors de 2 000 rassemblements dans tous les États.